

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 10 décembre 2015
(Convocation du 23 novembre 2015)

Aujourd'hui, le dix décembre deux mille quinze à 14h30, le Conseil d'Administration dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle au Conseil Départemental des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Madame Céline SALLES,
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR et Bernard VERDIER.

Etaient excusés et avaient donné procuration : Madame Denise SAINT PE, Monsieur Charles PELANNE.

Etaient excusés : Mesdames Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Odile LAFITTE, Messieurs Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE et Christophe TERRAIN.

Secrétaire de Séance : Madame Céline SALLES

OBJET : DOSSIER II - ressources humaines / Régime indemnitaire : délégation au Bureau

Exposé des motifs :

Considérant que le régime indemnitaire pour les agents contractuels est mis en place depuis 2013,

Considérant que ce régime indemnitaire ne permet pas de souplesse dans son application,

Il est proposé de déléguer au Bureau la mise en œuvre d'un nouveau régime indemnitaire à l'attention des agents contractuels de l'établissement,

En l'absence d'observations,

Après avis favorable du Bureau et des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1


- De déléguer au Bureau la mise en place d'un régime indemnitaire pour les agents contractuels permettant une prise en compte des fonctions et des missions exercées.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 10 décembre 2015 à Mont de Marsan

Le Président,


INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

